COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 27 MARS 1982 — N° 154 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

CANTONALES EN FRANCE COMME LE PREMIER TOUR LE DEUXIEME TOUR APPARAIT COMME UN ECHEC DE LA GAUCHE

Bien qu'ayant eu plus de voix que la droite, la gauche apparaît en nombre de sièges comme la grande battue. Mais elle l'est surtout moralement.

Ses propres leaders ne cessent pas de répéter eux-mêmes qu'ils ont été battus, qu'ils ont reçu un avertissement. Les radicaux de gauche en ont aussitôt profité pour prendre le vent et déclarer que si le gouvernement ne se conduisait pas autrement et ne mettait pas un frein à une politique considérée par les radicaux comme trop à gauche ils démissionneraient.

Michel Rocard lui aussi y est allé de son petit discours moralisateur sur l'effort que doivent fournir les Français et sur le fait qu'on ne peut pas tout faire à la fois - sous entendu il faut faire une politique plus raisonnable et plus acceptable ou mieux vue par les milieux bourgeois.

Mais précisément ceux qui sont mécontents aujourd'hui sont surtout des gens qui se situent dans la petite bourgeoisie et parmi les petits possédants des villes et des campagnes. Mais les principaux responsables de la situation économique -le grand capital, les grosses sociétés- ne sont en rien attaqués par le gouvernement. Et les quelques timides mesures favorables aux travailleurs (les 39 heures par exemple) si elles n'améliorent pas grand chose dans la vie des travailleurs par contre rendent furieux les petits patrons. Alors que les gros capitalistes eux ont les moyens de supporter ce genre de mesure qui les égratigne à peine.

Les soi-disant mesures contre les riches les impôts nouveaux etc... ont fait se mobiliser tout ce que la France compte de gens de droite.

Par contre, l'inexistence de la politique favorable aux travailleurs a laissé ceux-ci plutôt déçus et en tous cas mécontents et pas très portés à aller renouveler leurs votes de mai et juin 81..

Pour l'instant l'échec de la gauche bien qu'il provoque l'enthousiasme de la droite et lui permette de hausser le ton n'est encore pour cette fois qu'un épisode électoral.

Mais il préfigure ce qui va se passer par la suite et sur un autre terrain que celui des élections.

Car si la gauche déçoit et démoralise les travailleurs elle renforce moralement la droite. Elle renforce ainsi les menaces contre son propre pouvoir. Peyreffitte l'ancien ministre gaulliste et giscardien n'a t-il pas affirmé qu'il donnait encore à peine deux ans d'existence au gouvernement de gauche.

Tout en refusant de s'attaquer aux intérêts des grands capitalistes, le gouvernement de gauche cherche à tirer l'argent dont il a besoin de toutes sortes de combinaisons qui ne peuvent que se retourner contre les classes moyennes. Et celles-ci risquent de se retrouver dans le camp de la droite ou de l'extrême droite.

Si les travailleurs lient leur sort à celui de la gauche, celle-ci les entrainera dans sa

Suite p. 4

GUADELOUPE :

APRES LES CANTONALES : NI ENTHOUSIASME, NI REPROBATION ENVERS LA GAUCHE

Peu de changement . . . on prend les mêmes et on recommence !

Après les élections cantonales la répartition des forces au sein du Conseil général reste à peu près la même. La gauche socialiste et communiste a un peu progressé par rapport à la droite départementaliste (RPG et RPR). On trouve donc dans l'assemblée départementale, (nouveau nom du Conseil général !), 19 conseillers de droite contre 17 de gauche. Mais si on recoupe en anticolonialistes et départementalistes ces derniers se trouvent renforcés des conseillers socialistes qui tout en étant pour la décentralisation sont de farouches départementalistes et ne remettent pas en cause le statut colonial en Guadeloupe.

Les électeurs ont plus voté pour les candidats de gauche que pour ceux de droite. 23 000 contre 20 000 voix. On n'a pas ressenti ici l'impression d'échec qui s'est fait sentir pour la gauche en France. Mais les électeurs de droite ne sont pas allés en masse vers la gauche parce que rien dans la politique de cette gauche au pouvoir ne les entraîne irrésistiblement à la soutenir. Le pouvoir de gauche mène ici la même politique que ses prédécesseurs.

A part les bavardages sur la «décentralisation» et «l'assemblée unique», en dix mois, rien de tranchant par rapport au passé n'a été fait. C'est toujours la même administration blanche toute puissante qui décide de tout et c'est toujours la même classe de grands propriétaires blancs qui possède les terres et contrôle le commerce de l'île.

Face au chômage, à part les belles paroles d'Emmanuelli, c'est encore la même politique d'émigration qui continue. Cette année encore près de 4000 personnes ont quitté le pays pour chercher du travail en France. Les Antillais qui tentent de retourner ici après un séjour relativement long en France sont bien souvent obligés de repartir bredouilles. Ils ne trouvent pas à s'employer ici.

Les vrais problèmes ne sont pas attaqués ; car cela voudrait dire s'attaquer aux riches, aux gros possédants, ceux qui monopolisent des centaines d'hectares de terres, pour des cultures d'exportations qui n'enrichissent qu'eux mêmes. Alors que la moitié des exportations est constituée de produits agro-alimentaires.

Les gens qui mettaient leurs espoirs dans la droite giscardienne par ce que celle-ci avait su faire appliquer ici un certain nombre de lois sociales (aides, allocations chômage et familiales, femmes seules etc...) n'ont pas changé de camp.

La gauche pour les gagner leur fait miroiter les mêmes choses à savoir, les aides sociales ! Et les socialistes locaux ne cessent de répéter que maintenant «le gouvernement est à gauche» qu'il «faut voter à gauche» ! Sous-entendu, c'est maintenant la gauche qui détient les cordons de la bourse !

Pour l'instant la tendance ne s'est pas encore inversée.

La gauche, n'a pas perdu ses votants car elle soutient la politique du gouvernement de gauche mais n'en est pas tenue pour responsable ici. La population guadeloupéenne n'attend pas grand chose de la gauche au pouvoir, elle n'est donc pas déçue outre mesure de quoique ce soit.

Sur le plan électoral, les forces de gauche et de droite se sont donc plus ou moins équilibrées.

Claude ROCHA

LIBERTE IMMEDIATE POUR Marc ANTOINE ET DALON

Depuis plusieurs semaines deux jeunes Noirs - des travailleurs - sont enfermés dans les prisons sur ordre des juges blancs qui au nom de l'administration blanche rendent la «justice» dans notre pays.

L'un d'entre eux a été arrêté après la mort du capitaliste Max Martin. On l'a accusé d'avoir jeté une grenade ou une bombe sur la voiture d'un géreur de Martin.

Mais ni les gendarmes blancs qui l'ont arrêté et enfermé, ni les juges qui ont décidé de l'inculper de le garder en prison n'ont de preuves réelles sur sa culpabilité.

On l'aurait vu courir ! Il s'appelle Marc-Antoine et travaillait sur l'habitation de la SCEFA.

Les juges blancs coloniaux veulent saisir l'occasion de ce «suspect» qu'ils tiennent pour essayer d'en savoir plus sur la mort de Martin.

Dans le cas de l'autre jeune Noir arrêté dans la cité de Raizet, c'est le même scénario.

Après que les vitrines de plusieurs magasins de luxe appartenant à des Blancs aient été brisées par un groupe d'hommes en cagoule à l'aide de barres de fer, un suspect a été arrêté par deux hommes qui passaient là en voiture.

L'un d'entre eux, un chauffeur de taxi, dit avoir poursuivi un individu qui courait. Là aussi on ne peut rien affirmer : l'individu arrêté (Dalon) est-il l'un de ceux qui a brisé les vitrines des magasins de blancs ?

Mais les juges là aussi croient pouvoir mener à bien une enquête pour savoir qui est derrière les masques du «Comité contre le génocide des Noirs par substitution».

Suite p. 4

MARTINIQUE :

LA GREVE DANS LA CANNE

Les mouvements de grève actuels dans la canne ont débuté au début du mois de Mars. On peut dire qu'en gros deux types de problèmes sont posés .

Tout d'abord le prix de la tonne de canne. Le syndicat nationaliste UGTM revendique un prix de la tonne de canne qui ne saurait être inférieur au prix de revient, soit 300 francs. Il demande aussi la prise en charge du transport par le Conseil Général à 75% pour les distilleries et à 100% pour l'usine.

Ensuite, les salaires. Les patrons proposaient au départ 20% alors que la CGTM demandait globalement 26% tandis que l'UGTM proposait des augmentations variées pour chaque catégorie de travailleurs, augmentations supérieures de toute façon à ce que proposait la CGTM.

C'est sur ces problèmes que 3 réunions paritaires ont échoué, la CGTM ayant refusé de signer sans l'accord de l'UGTM.

Finalement, la CGTM appelait le mardi 23 à la reprise, ayant obtenu 26% d'augmentation.

A PROPOS DE LA GREVE DE LA CANNE EN MARTINIQUE

Emile Maurice à la rescousse des gros planteurs

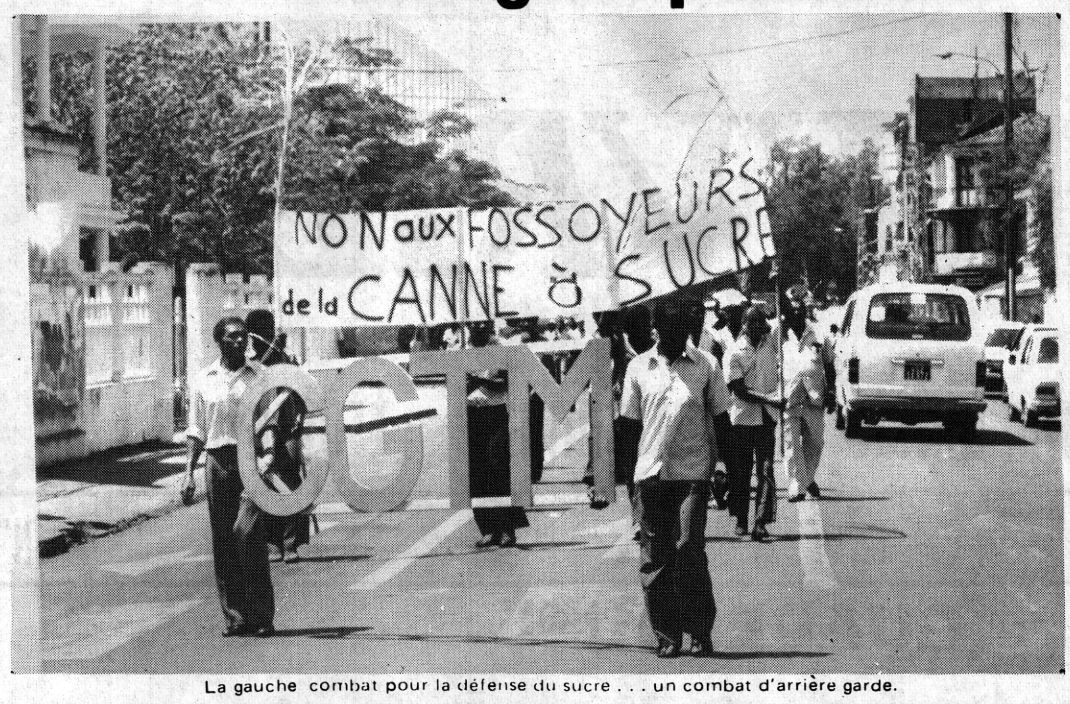
Emile Maurice, président du Conseil Général, vient de l'avouer : la culture de la canne ne se justifie plus du point de vue économique, c'est un véritable gouffre à millions, mais il faut la maintenir quand même, ne serait-ce que pour que les usiniers et les gros propriétaires touchent d'importantes subventions... C'est du moins le sens des paroles que rapporte France-Antilles du 23/3 : *«Au plan économique, dit Emile Maurice, le renoncement se comprendrait, pas au plan social. Il faut maintenir la canne, même par une aide très importante... S'il faut porter pendant plusieurs années l'industrie sucrière à bout de bras, nous le ferons»*, **a t-il ajouté.**

Ce qui n'empêche pas le même Emile Maurice de pousser les hauts cris devant les revendications des petits planteurs, qui demandent la prise en charge à 75 et 100% par le Conseil Général du transport de leurs cannes vers les distilleries et la sucrerie. Non, non, s'écrie Emile Maurice, il est impossible de satisfaire pareille revendication, car cela coûterait... aux contribuables martiniquais la somme de 600 millions de centimes !

Et pourtant, n'est-ce pas sous le règne du même Emile Maurice qu'a été attribué par le Conseil Général une somme de un milliard de centimes pour la construction d'un golf aux Trois Ilets, golf qui ne sert même pas aux touristes, et qui n'a sans doute servi qu'à remplir les poches des entreprises qui l'ont construit ?

Lorsqu'il s'agit des ouvriers agricoles ou des petits planteurs, il n'y a jamais d'argent, c'est bien connu. Lorsqu'il s'est agi des gros propriétaires békés qui criaient à la faillite et demandaient des crédits pour soi-disant relancer la culture de la canne, il y a eu des milliards de centimes à verser dans leurs poches.

L'industrie sucrière est en pleine déconfiture. Petit à petit les usiniers et les propriétaires békés ont retiré leurs capitaux de ce secteur qui n'était plus assez rentable pour eux, alors que se présentaient d'autres sources de profits bien plus avantageuses, le commerce notamment. Ils ont investi dans le commerce et l'import-export.



La gauche combat pour la défense du sucre . . . un combat d'arrière garde.

Maintenant la canne est à bout de souffle. Seules se maintiennent les distilleries. Une grande partie des terres sont laissées en friche, ou bien vendues en lots immobiliers.

Les travailleurs de la canne, ouvriers et petits planteurs, ne peuvent plus vivre de cette culture. Les petits planteurs se ruinent, les ouvriers agricoles sont licenciés et ceux qui restent n'ont du travail que pendant la récolte.

Puisque les békés ne sont plus capables de faire marcher ce secteur et d'assurer un revenu décent aux travailleurs de la canne, il reste à ceux-ci une solution : c'est de prendre en mains les terres des gros propriétaires, et de les cultiver. La culture de la canne n'est pas une fatalité, malgré ce que répètent certains partis de gauche comme le PPM ou le PCM qui font toute leur propagande pour le maintien de l'industrie sucrière et s'acharnent à vouloir «sauver notre sucre» (qui n'est d'ailleurs pas plus «notre» sucre que les terres ne sont aux petits planteurs et aux ouvriers agricoles), et il est possible et même nécessaire de cultiver autre chose que de la canne. Il faut faire des jardins, faire pousser des produits maraîchers, des légumes, des fruits. Voilà qui profiterait davantage aux travailleurs de la terre et à toute la population que de la canne à sucre, qui jusqu'ici n'a profité qu'aux békés.

LES PLANTEURS : SEULS LES GROS S'EN SORTENT

A qui appartiennent les 5.000 hectar plantés en canne ? En priorité aux gr planteurs de canne qui se fournissent eu mêmes directement cette matière premiè pour faire tourner leurs distilleries ou l'usi du Galion.

Les petits planteurs sont nombreux da la région de Rivière-Pilote-Marin et dans région Sainte-Marie - Gros-Morne. La produ tion des petits planteurs a été de 67.000 to nes l'an dernier pour l'ensemble de la Mar nique.

En face de cela, le gros planteur Duval lui seul produit 40.000 tonnes, Hayot, 25.0 tonnes. La Mauny produit à elle seule 30 des 200.000 tonnes de cannes produites po les distilleries.

Mais ce n'est pas uniquement de cet manière que l'on peut mesurer le poids re pectif des gros planteurs et des petits pla teurs de canne.

Un calcul fait par France-Antilles il y environ un mois montrait qu'un planteur canne avec une surface de deux hectares p cevait un revenu Brut inférieur au SMIC.

Ce petit planteur ne peut donc emp yer ni main-d'œuvre, autre que familiale, acheter de l'engrais, ni renouveler sa plan tion !

En effet, avec un rendement moyen 50 tonnes par hectare, il se retrouvait en de récolte avec 100 tonnes de canne, ce lui assurait sur la base de 280 francs la ton payée par les distilleries, 28000 francs par ou 2500 francs par mois.

A l'inverse le gros planteur se tire hono blement d'affaire. Pour commencer, il peut percuter plus facilement son prix de revi sur sa production finale, si comme La Mau il est propriétaire de terres et distillate D'autre part, il peut avoir à meilleur pr parce que gros acheteur, engrais et matér agricole.

LA CHUTE DE LA PRODUCTION DE CANNE EN CHIFFRES

En 1981, on a produit environ 243.000 tonnes de canne sur 5000 hectares plantés. La production de rhum est restée stable (autour de 100.000 hectolitres d'alcool pur contenu), tandis que celle du sucre a encore baissé : 3.000 tonnes contre plus de 6.000 tonnes en 1980.

La production de 1982 sera sans doute encore inférieure puisque l'une des deux usines, celle du Lareinty, a cessé de tourner.

Si l'on compare à il y a 20 ans, la Martinique produisait à peu près 90.000 tonnes de sucre. Plus d'une dizaine d'usines étaient en activité, il y avait plus d'un million de tonnes de cannes produites.

La chûte est donc catastrophique. En 20 ans, la production de sucre a été liquidée par les gros planteurs et les usiniers, les cannes produites servant presque uniquement aux distilleries (environ les 3/4).

Les rendements sont très faibles : la production moyenne est de 50 tonnes à l'hectare (en Australie, on atteint 120 tonnes à l'hectare). Quant à la richesse saccharine, elle est inférieure à 7,5%.

Comment en est-on arrivé là ? Il y a eu de la part des gros propriétaires un désinvestissement massif dans le secteur sucrier durant ces 20 dernières années. Un exemple : ce n'est que très récemment qu'une opération aussi simple que le chaulage des terres (trop acides) a été entrepris...

En conséquence, la Martinique importe du sucre, la production (3.000 tonnes) étant inférieure à la consommation (12.000 tonnes).

COMMUNIQUE DE COMBAT OUVRIER SUR LA GREVE DE LA CANNE

Combat Ouvrier exprime son soutien aux ouvriers de la canne et aux petits planteurs actuellement en lutte.

Combat Ouvrier s'élève contre la campagne qui est menée dans l'opinion publique par les usiniers et les distillateurs en vue de rendre les ouvriers et les petits planteurs responsables de la crise que traverse l'économie sucrière. Combat Ouvrier rappelle que le déclin de la canne à sucre est le fait des usiniers et des capitalistes de la terre -et les békés- qui ont progressivement délaissé un secteur économique qui ne leur rapportait plus suffisamment de profits.

En 20 ans les capitalistes békés ont liq dé la production sucrière, entraînant la ru de milliers de petits planteurs et le licenc ment de milliers d'ouvriers agricoles. Les t vailleurs de la terre -ouvriers et petits pl teurs- ont tout à fait le droit de réclamer u amélioration de leur sort. Si les capitalis se montrent incapables de satisfaire leurs vendications, ils ont le droit de se payer le capital, c'est-à-dire de saisir les terres n'ont été mises en valeur que par leur travai

Fort-de-France, le 22 mars 19

MARTINIQUE MANSUETUDE POUR LES RICHES ET LES PUISSANTS , SEVERITE POUR LES PAUVRES : UNE JUSTICE QUI APPLIQUE 2 POIDS 2 MESURES

C'est 23 ans de prison que se sont partagés dernièrement 4 délinquants antillais pour vol à main armée. En effet, ces 4 voleurs ont écopé respectivement de 8, 7, 6 et 2 ans de prison ferme aux Assises de Fort-de-France.

Le produit de leur vol a été très exactement de... 470 Francs, somme possédée par les 3 touristes rançonnés sur la route des Anses-d'Arlet. Le simple calcul montre que le vol de 20 Francs leur a rapporté en moyenne un an de prison. C'est montrer la sévérité avec laquelle la justice des français a voulu frapper des jeunes, qui tous ont eu une enfance difficile et ont été élevés dans les pires conditions sociales (milieu pauvre, famille désunie, etc.).

La justice blanche a donc voulu faire un exemple. Exemple qu'il n'a pas fait il y a un peu moins d'un an lorsqu'un huissier de justice et un richissisme marchand de meubles furent accusés d'avoir volé une valeur de 500 millions de centimes. Les victimes étaient le consommateur, les compagnies d'assurances, l'état.

Le marchand de meubles passa une quinzaine de jours en prison, à l'issue desquels il fut relâché. Quant à l'huissier, il fut laissé en liberté. Depuis le silence a été fait sur cette affaire...

Mansuétude pour les riches et les puissants, sévérité pour les pauvres et les laissés pour compte de la société coloniale, la «justice» blanche sait bien quand, comment et où frapper. On peut lui faire confiance pour cela.

FORT DE FRANCE :

TRANSITAIRES : LES EMPLOYES EN GREVE.

Les employés des transitaires et commissionnaires en douane sont toujours en grève, à l'heure où nous écrivons. Leur grève a démarré le 16 mars.

Ils exigent . 39 H payées 40, la 6ème maine de congés payés (au lieu de 4), et u revalorisation de la prime de transport 100F à 150 F pour 1981, avec rappel, e 200 F pour 1982.

Les employés sont déterminés. La maine dernière ils bloquaient le port, em chant les camions de décharger, sauf les mions de banane. Ils mettaient en place piquets de grève à l'entrée des bureaux.

Devant cette détermination, les tra taires ont cédé sur un certain nombre points. Ils sont d'accord pour payer les 3 (ce qui montre bien qu'il ne suffit pas d' ordonnance gouvernementale pour obli les patrons à céder une heure sur le temps travail, mais qu'il faut surtout l'action travailleurs), et ils proposent la 5ème sema de congés payés (là aussi, ce n'est qu'une plication de la nouvelle loi, mais il a fallu se battre pour l'avoir), et une augm tation de la prime de transport, de 15% p 1981 et 25% pour 1982.

Mais ils exigent avant toute reprise négociations et signature d'accord que les ployés lèvent leurs piquets de grève.

Jusqu'à présent ces derniers, représen par le syndicat CSTM, refusent de lever le piquets, estimant avec raison que c'est l action qui a fait reculer les patrons. Ils ent dent maintenir leur pression et disent qu ne retireront leurs piquets que lorsqu accord sera conclu

grève à air guadeloupe

Au moment où nous écrivons les employés d'Air Guadeloupe sont de nouveau en grève. Le mardi 23 ils ont bloqué les guichets de la compagnie, dans le hall de l'aéroport, et se sont trouvés face aux forces policières

Les motifs de cette grève sont loin d'être clairs. A en croire l'U.G.T.G., le directeur Koury agit en véritable dictateur et mène une politique anti-U.G.T.G. Toujours selon cette organisation, la direction aurait embauché un nouvel employé sans respecter les règlements

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aujourd'hui l'U.G.T.G. semble trouver la nouvelle direction d'Air Guadeloupe nettement moins séduisante que lors de son installation, époque où l'U.G.T.G.-U.P.L.G. avait accepté «pour sauver Air Guadeloupe», de faire cadeau à l'entreprise de la prime de fin d'année du personnel ce qui représentait la coquette somme de 70 millions de centimes environ

Et ce qui est tout aussi certain, c'est la hargne de l'U.G.T.G. envers un syndicat nouvellement créé à Air Guadeloupe, le Syndicat du Personnel d'Air Guadeloupe (S.P.A.G.). Ce syndicat bien que très récent, est déjà solidement implanté dans l'entreprise ce qui prouve que les méthodes de l'U.G.T.G. sont loin de faire l'unanimité parmi les agents d'Air Guadeloupe. Quelle sera l'évolution de ce syndicat ? Seul l'avenir le dira, mais rien, dans l'immédiat, ne permet d'affirmer comme le clame l'U.G.T.G. qu'il s'agit d'un syndicat-maison. Ce ne sont, de toutes façons, pas ceux qui ont eu dans le passé récent l'attitude que nous rappelions plus haut qui peuvent lui faire un tel reproche.

Mais par delà la querelle syndicale, la mobilisation du personnel en grève traduit l'existence d'un mécontentement réel

Ce mécontentement s'exprime par une lutte suffisamment déterminée pour que les C.R.S. volent à la rescousse de Koury et occupent militairement l'aéroport

L'ensemble des travailleurs doit donc être solidaire des grévistes et il faut souhaiter que ceux-ci se donneront au travers de leur lutte une organisation et une direction réellement adaptées à la défense de leurs intérêts.

~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

UADELOUPE

OLAS : CE N'EST PAS AUX TRA- AILLEURS DE PAYER LA CRISE ES CAPITALISTES.

A la COLAS, depuis quelque temps, les trons nous ont déclaré qu'il n'y avait plus travail parce qu'il n'y avait plus de com- ndes, plus de chantiers.

Déjà il y a quelques jours, ils ont demandé certains d'entre nous de prendre une partie leurs congés annuels. Mais cela ne règle n à l'affaire car il n'y a, parait-il, toujours s de travail.

Les patrons invoquent déjà le licencie- nt.

Mais pourquoi donc serait-ce aux travail- rs de payer ? Lorsque tout allait bien à la OLAS, qu'il y avait beaucoup de comman- s et de chantiers, les patrons ne nous ont mais fait partager les richesses. Mais aujour- hui ils veulent nous faire partager leurs oblèmes et se débarrasser de nous après oir utilisé notre force de travail.

De plus, on sait que, à la COLAS, il y a s cadres blancs qui bénéficient de toutes rtes d'avantages et de gros salaires. On sait ssi que la société a des intérêts importants ns bon nombre de pays sous-développés. Il a donc des profits qui sont amassés par les pitalistes de cette entreprise. Ils peuvent nc nous payer, qu'il y ait du travail, ou pas.

EDF MARTINIQUE

N FOUR CREMATOIRE

On sait que généralement la tempéra- re est insupportable près de la chaudière de cuperation.

Mais cette semaine les deux extracteurs air qui diminuent habituellement la tem- rature sont tombés en panne.

Il était donc impossible d'accéder à la audière sans risque grave pour notre santé.

Nous avons placé un thermomètre à ntrée et celui-ci indiquait 73 o !

Nous avons informé la direction en issant le thermomètre sur place afin qu'elle rifie elle-même.

Bien sûr aucun membre de la Direc- on ne s'est présenté à côté de la chaudière.

Nous avons suspendu toute intervention près de la chaudière de récupération ce qui ait possible techniquement.

Mais il se peut qu'un jour nous ayons choisir entre délester ou travailler dans une aleur insupportable. Nous ne risquerons s notre santé !

OSEAU RAPPELE A L'ORDRE AR LES TRAVAILLEURS

Roseau, qui est maintenant attaché e direction s'est de nouveau fait remarquer urant les négociations du mouvement de ève.

Il s'obstinait à lui tout seul à refuser ne prime de salissure aux agents de quarts.

Dans un premier temps l'assemblée énérale avait voté une heure de grève pour rotester contre son attitude. Mais il a trouvé n défenseur en la personne du chef du entre qui a réussi à nous apitoyer en présen- nt Roseau comme un chef «grosso-modo». our cette fois, nous avons accepté les argu- ents du chef de centre mais il n'est pas dit ue cela se passera ainsi la prochaine fois. e syndicat a accepté de convoquer des AG e section sur le temps de travail à ce sujet une délégation est allée dire ses quatre érités à M. Roseau. Ce dernier a fait amende onorable et s'est engagé à changer !

OINTE-A-PITRE

OUVELLES GALERIES : SUSPEN- ION SCANDALEUSE D'UNE EM- LOYÉE.

Une employée a été licenciée aux ouvelles Galeries. Elle a été accusée par la hef caissière qui prétend qu'elle a volé un etit article du magasin. Conduite dans le ureau de Juandon, seule et sans la présence e délégués du personnel, elle a été con- ainte de signer sa démission pour vol.

Les délégués avisés le lundi sont mon- s dans le bureau de Juandon qui a refusé e revenir sur sa décision.

Après une réunion extraordinaire avec n des actionnaires, Aubéry, ils ont obtenu u'il n'y ait pas licenciement.

Mais l'employée sera suspendue pour n mois sans salaire, et sera réintégrée sur un utre poste, au dépôt.

Ainsi, Juandon est donc revenu sur sa décision après notre intervention, ce qui prouve que ses grands éclats ne sont rien de bien sérieux.

Malgré cela, un mois de suspension, cela reste une sanction scandaleuse pour un petit article oublié au fond d'un chariot.

FORT-DE-FRANCE SÉCURITÉ SOCIALE

INFORMATION : ON N'EST JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI MEME.

S'il est un poste dans le budget primitif de l'informatique qui est surprenant par sa courbe ascendante, c'est bien celui des «frais de voyage et de départ du personnel. . .»

En effet de 235.600 F qu'il était l'an dernier, il est passé spectaculairement à la somme de 333.700 F, c'est à dire près de 40 % en plus. Mais quand on sait que les deux principaux responsables de ce service sont deux Français on comprend aisément

Et comme dit le vieil adage : on n'est jamais mieux servi que par soi-même.

SENS--UNIQUE

Ce copieux budget, en très grande partie, traduit une inégalité, car si les employés de la Caisse, originaires de France bénéficient tous les deux ans de quatre mois de congés payés et frais de voyage remboursés, il faut savoir que la réciproque ne s'applique pas pour les Antillais travaillant à la Caisse en France. Car visiblement ceux qui dirigent la Sécurité Sociale, ont une idée particulière de l'égalité !

IMMATRICULATION : LA CHAR- RUE AVANT LES BOEUFS

Le Service Immatriculation dispose de nouveaux fichiers depuis un certain temps déjà. Jusque là, tout semble normal. C'est quand on sait que ces fichiers ne sont pas en service, que l'on est en droit de s'étonner. Ces fichiers sont plus nécessaires car destinés à mettre un peu d'ordre dans le classement de l'immatriculation qui en a grand besoin.

Seulement il se trouve que la direction qui a eu l'idée de se pourvoir en fichiers n'a pas pensé à embaucher des dactylos pour renouveler les fiches. Et cet oubli dure maintenant depuis plusieurs mois. Qu'attendent-ils pour embaucher ?

En tout cas, encore un impair à mettre à l'actif de nos responsables qui ne manquent aucune occasion d'étaler leur incapacité.

A. S. : MOUSTIN, L'ART ET LA MANIERE DU COMMANDEUR D'HABITATION

Alors qu'il rejoignait son bureau de Desclieux, passant par le hall, Moustin se rendit compte que les tables du hall étaient occupées par des tracts publicitaires. Ulcéré, son sang n'a du faire qu'un demi tour, car pour rappeler au fait les responsables du service dont il est le sous-directeur, il prit le raccourci, en demandant à un agent des A.T. de le faire. Du coup on vit venir toutes affolées ces deux responsables qui se sentaient sans doute en faute et surtout désolées de s'être laissées surprendre.

Moustin quant à lui, certainement trop digne pour s'abaisse à ramasser ces quelques feuilles s'est montré encore une fois, plus soucieux de cultiver les poils qui lui poussent dans le creux de la main, que de sacrifier son sens de la hiérarchie

Il y a quelques semaines, les travailleurs du centre hospitalier de Pointe-à-Pitre étaient en grève.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE

LA DIRECTION NE FAIT QUE DES PETITS CALCULS.

Selon un calcul du comité technique paritaire, pour 42 emplois créés, il faudrait 4 postes pour les remplacements, soit 10 % des emplois créés.

Quant à nous, nous sommes tout a fait d'accord et nous demandons que la direction fasse le même calcul pour nous qui sommes déjà en place.

Nous calculons 10 % des 1635 agents employés à ce jour à l'hôpital, ce qui donne 164 agents à embaucher immédiatement et définitivement.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

UN LOCAL POUBELLES BIEN SITUE

Les ordures en provenance de la cuisine sont entreposées dans un local situé au centre même du magasin d'alimentation et de la cuisine.

Les sacs dans lesquels le personnel met les ordures sont très souvent déchirés et de ce fait, une partie des ordures reste par terre. Pourtant, il existe d'autres types de sacs autrement plus adéquats.

Quand les responsables se décideront-ils à prendre les mesures qui s'imposent ?

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE A PITRE

SECURITE . UN EXEMPLE A SUIVRE

A la suite d'une réunion avec la direction, les agents du service de sécurité, qui étaient jusqu'à présent ouvriers professionnels, ont obtenu leur nomination en tant qu'«agents de sécurité».

Pour cela, il a fallu que ces travailleurs fassent plusieurs réunions entre eux qu'ils discutent en détail de leur situation et qu'ils décident eux-mêmes des démarches à faire.

Cela montre bien que lorsque les travailleurs s'intéressent eux-mêmes à leur propre problème, ils gagnent !

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE

POUR DISCUTER ; ÇA DISCUTE...

Depuis notre dernière grève, notamment pour l'embauche d'agents nouveaux en vue de l'application des 39 heures, ministres, directeurs, préfets n'arrêtent pas de discuter et de voyager ; Emmanuelli est déjà venu, il reviendra avec un autre ministre ; Notre directeur a déjà fait un petit tour en France et en est déjà revenu ; au comité technique paritaire, on en a également discuté.

Peut-être plait-il à ces messieurs de discuter et de voyager.

Mais qu'ils ne s'imaginent pas que nous allons attendre encore longtemps qu'ils créèent réellement les postes que nous réclamons.

LA 5ème SEMAINE DE CONGÉ. . . DU VENT !

Le bruit court que, au lieu de la 5ème semaine de congé, nous n'aurons plus droit qu'à 31 jours ouvrables.

Ainsi, les 36 postes que la direction prévoyait de créer pour l'application de cette 5ème semaine de congé, seront réduits.

Tout comme les 39 heures, les paroles gouvernementales sont loin des actes. Même dans ses propres services publics, le gouvernement n'est pas capable d'appliquer ses propres décisions. Alors pour nous, gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, si nous voulons vraiment une amélioration de nos conditions de travail et notamment cette 5ème semaine de congé, il faudra que nous l'imposions par notre lutte.

Du reste, c'est par leur lutte que les travailleurs ont arraché les 3 semaines de congé en 1936 et la 4ème semaine en 1968.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE

DES PROPOS RÉVÉLATEURS.

«Ce n'est pas votre rôle de participer à une telle réunion, car vous représentez la direction», voilà ce qu'a dit M. Bouza, chef de service en interim à la Radio de Clarac, à la surveillante, à l'occasion d'une réunion que tenaient des délégués du personnel avec les travailleurs du service.

Celle-ci ne s'est pas fait prier pour lui reprendre qu'elle savait comment défendre ses intérêts.

Voilà un nouveau venu qui montre clairement quel rôle doit jouer à son sens une surveillante : celui de garde-chiourme.

Pour nous il en est tout autrement.

UNE COINCIDENCE QUI N'EST ME- ME PLUS DROLE.

Voilà quelque temps déjà, les ouvriers de Civil ont été mobilisés d'urgence pour retaper la nouvelle maison du Directeur face à l'hospice.

Travaux de plomberie, de peinture, d'électricité, de climatisation. . . Rien n'a manqué. Les ouvriers ont été obligés de faire ces travaux en priorité.

Ils ont pu remarquer qu'ils n'ont manqué d'aucun matériel pour effectuer ces travaux.

Cela faisait longtemps que ça ne leur était pas arrivé de travailler ainsi, pour une fois, avec tout ce qui leur faut.

Mais ils ont pu constater que ça n'a duré que le temps de ces travaux très urgents !

MARTINIQUE FERMETURE DES PETITES MATERNITES

RIEN D'ÉTONNANT !

Depuis quelque temps, la tendance est à la fermeture des petites maternités.

Ça a été le cas par exemple de celles du Robert, du St-Esprit, des Trois-Ilets... il y en a d'autres qui doivent suivre.

Le résultat, c'est que les maternités du Lamentin, de Fort-de-France et de Trinité sont débordées.

Ainsi à Trinité, le taux d'occupation est de 160% et la durée moyenne du séjour de cinq jours.

Les dirigeants locaux ont beau jeu d'en faire le constat aujourd'hui publiquement devant la commission sénatoriale de passage en Martinique.

Imprévoyance et restriction sont décidément les deux mamelles de la politique de la Santé.

(extrait de «l'Echo des Hopitaux» bulletin de l'hôpital Martinique)

POINTE-A-PITRE

GREVE A LA CLINIQUE ST JOSEPH

La clinique Saint Joseph (du docteur Lemaistre) est paralysée depuis le début de la semaine par une grève. Le personnel de la clinique a cessé le travail à l'appel de l'UTS pour exiger de meilleures conditions de travail et le respect de la législation du travail. Le personnel est en nombre insuffisant alors qu'il y a de plus en plus de travail — Le matériel utilisé est aussi nettement insuffisant.

La grève au départ apparait dynamique. Les grévistes ont organisé des piquets dès lundi devant la clinique avec banderoles et pancartes. Ils semblent décidés à se battre jusqu'au bout car la grève est illimitée.

ECOUTEZ L'EMISSION DE COMBAT OUVRIER SUR RADIO UNITE !

Depuis trois semaines «Combat Ouvrier», est à l'antenne sur Radio Unité, tous les lundis entre midi et une heure.

Si vous voulez connaître le point de vue de Combat Ouvrier sur l'actualité politique et sociale sur l'actualité culturelle, écoutez Radio-Unité, tous les lundis entre midi et une heure.

- RADIO-UNITE : Sur FM, 99,8 MGH.-

COMMUNIQUE :

TROIS HEURES POUR HAITI

Le Comité Martiniquais de Solidarité avec les peuples de la Caraïbe et de l'Amérique Centrale vous invite toutes et tous au rassemblement pour Haïti qu'il organise le mardi 30 mars 1982 au Théâtre Municipal de Fort-de-France, à partir de 18 heures.

Pour informer sur l'état réel des luttes contre la dictature Duvalier.

Pour exiger la Liberté pour les prisonniers politiques haïtiens, le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Haïti, la fin des mauvais traitements infligés aux exilés haïtiens aux États-Unis.

Le Comité a obtenu la collaboration de plusieurs artistes martiniquais, la participation de militants haïtiens à l'Etranger : États-Unis, Guadeloupe...

Nous sommes tous concernés !!!

Venez nombreux.

N.B. : En plus des interventions et des prestations d'artistes, il y aura :

- des panneaux ;
- des diapositives ;
- des livres ;
- des revues ;
- des affiches ;
- des boissons et sandwichs...

Entrée libre. Une quête sera organisée pendant la séance.

Pas question d'entamer les profits d'Air France.

Au début du mois de mars, une mission du ministère des Transports est venue aux Antilles pour étudier une restructuration des tarifs d'Air France. A cette occasion, ces représentants gouvernementaux ont réaffirmé qu'il n'était pas question de laisser la concurrence s'installer sur la ligne des Antilles, en laissant par exemple une compagnie concurrente comme la compagnie de charters Minerve, s'installer et déposer ses passagers sur le sol français.

Aussi Minerve est-elle interdite d'atterrissage à Paris et sur n'importe quel aéroport français. Les passagers qu'elle prend en Guadeloupe et en Martinique doivent atterrir à Bruxelles.

Le monopole d'Air France sur la ligne des Antilles est donc bien protégé. Rappelons que cette ligne est particulièrement rentable et représente une part importante du chiffre d'affaires d'Air France. Pas question d'entamer ce pactole !

Que les passagers antillais en soient les principales victimes est vraiment le cadet des soucis du gouvernement socialiste, tout comme il l'était du gouvernement précédent.

SUITE DE L'EDITORIAL

faillite . Car cette gauche en préparant sa propre chute préparera aussi les futurs massacres ou au moins une mise au pas musclée contre les travailleurs.

Mais si les travailleurs ne restent pas liés à la politique de la gauche au pouvoir, s'ils combattent cette politique pour faire valoir leurs propres intérêts contre ceux des grands capitalistes, s'ils mettent en avant les intérêts communs qui peuvent unifier dans une même lutte toutes les couches populaires des villes et des campagnes, ils pourront s'opposer victorieusement aux menées de la droite en l'empêchant de se donner une base sociale populaire dans la petite bourgeoisie et les classes moyennes.

G.R

Quatre journalistes Neerlandais assassinés par les troupes de la dictature Salvadorienne

La junte salvadorienne n'a pas hésité à assassiner quatre journalistes néerlandais qui sans doute s'approchaient de trop près et risquaient d'avoir des preuves accablantes sur les agissements de l'armée régulière et aussi sur la manière dont interviennent les USA dans le conflit.

Après plusieurs jours d'interrogations hypocrites sur l'origine de l'assassinat, le gouvernement a avoué que des balles provenant des armes de l'armée régulière avaient été retrouvées sur le corps de quatre hommes.

Dans la presse occidentale, cet assassinat a eu un grand retentissement. Peut-être le caractère du régime militaire qui règne au Salvador est-il apparu plus féroce et réactionnaire aux yeux de cette presse.

Mais ces lâches assassinats constituent sûrement une «bavure» comme voudraient maintenant le dire les autorités salvadoriennes. Ils s'inscrivent dans la logique de la politique répressive de la junte militaire qui mène la guerre contre une grande partie de la population salvadorienne. Les troupes régulières interviennent, aidées en cela par les «conseillers» militaires américains, contre les populations qui soutiennent de plus en plus les combattants de la guérilla.

MARTINIQUE : ELECTIONS LES RESULTATS DE L'EXTREME GAUCHE

En Martinique, Jean-Élie, maire, conseiller général sortant, membre du GRS a été réélu avec 587 voix. Il était le seul candidat du canton.

A Fort-de-France, Gilbert Pago du GRS obtient 5,1% des voix avec 373 voix. Il devance le candidat du Parti Communiste Martiniquais de 30 voix.

A Ste Anne, M. Garcin Malsa, (indépendantiste), fait plus que doubler ses voix par rapport aux élections de 1976. Il obtient 276 voix et 20,9%. En 1976, il avait totalisé 121 voix.

GUADELOUPE

En Guadeloupe, le GRS a fait campagne sous le sigle CARUT (comité d'action révolutionnaire pour l'unité des travailleurs) il présentait un candidat dans le deuxième canton des Abymes et dans le canton de Deshaies - Ste-Rose.

Aux Abymes, le candidat du CARUT, Paul Tomiche obtient 112 voix, soit plus de 2,5%.

A Ste Rose-Deshaies, Robert Niçoise du GRS obtient 25 voix soit plus de 1%.

A Grand-Bourg de Marie-Galante, Jean-Girard, indépendantiste, est élu. Il bat le conseiller sortant Etzol de près de 700 voix. Il obtient 1730 voix contre 1084 à Marcel Etzol (UDF).

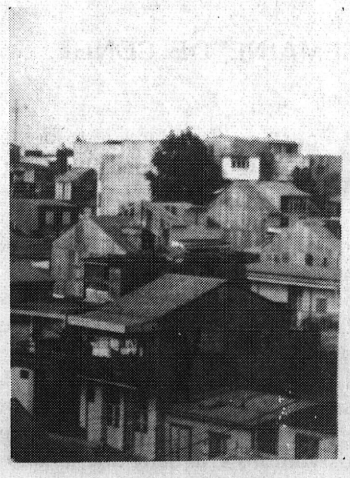
Dans l'ensemble, on remarque une progression des voix d'extrême-gauche.

On peut dire aussi que les idées nationalistes et les opinions avouées ou pas (mais malgré tout connues) des candidats d'extrême-gauche en faveur de l'indépendance n'effraient plus comme par le passé la population, même si elle n'est pas prête à adhérer à ces idées.

Certes à Marie-Galante, beaucoup d'électeurs ont choisi «le moindre mal». Il fallait écarter Etzol de plus en plus détesté par une grande fraction de la population, même si l'on savait Girard partisan de l'indépendance (il n'a toutefois pas fait campagne sur ce thème mais sur celui de «l'anti-colonialisme») - Il faut noter aussi qu'une bonne fraction des anciens partisans d'Etzol dont les adjoints et certains conseillers municipaux s'étaient depuis longtemps déjà retourné contre lui et soutenaient Girard.

Cependant, en ce qui concerne la jeunesse, on peut dire que comme lors des élections municipales, elle a voté Girard avec un certain enghousiasme.

LE SCANDALE DES INCENDIES DE CASES, C'EST CELUI DE LA PAUVRETE



En une semaine une dizaine d'incendies ont éclaté dans l'agglomération pointoise. Tous ces sinistres ont eu lieu dans le même quartier, celui de Boissard-Abymes. Et dans cette zone extrêmement populeuse, il est particulièrement étonnant qu'aux dégâts matériels ne se soient pas ajoutées des pertes en vies humaines.

Dans n'importe quel pays moderne, la simple répétition dans le même quartier à quelques jours d'intervalle du même type de catastrophe, constituerait un scandale, mobilisant les médias et l'opinion publique et entraînant une intervention énergique des pouvoirs publics.

Mais ici en Guadeloupe, il s'agit à peine d'un incident, tout juste digne d'un flash bref dans une édition du journal télévisé.

Car ceux de Boissard gênent, parce que ce sont, dans leur large majorité, les laissés-pour-compte de cette société, les Noirs pauvres . guadeloupéens, dominicains et haïtiens mêlés dans la même misère.

Et si tout est scandale dans cette affaire . l'insécurité face aux dangers permanents d'incendies dans ce ghetto de bois et de tôles, l'attitude de la presse, la carence des pouvoirs publics, les visées des requins de l'immobilier, le plus grand de tous les scandales et la véritable cause des incendies de Boissard, reste la domination de notre société par une poignée de Blancs riches qui obligent des milliers d'êtres humains à vivre en permanence dans la détresse et l'insécurité.

AU MOULE :

COMITE DE SOUTIEN POUR LA LIBERATION DE DALON ET MARC ANTOINE

Un comité de soutien pour la libération de Dalon et de Marc-Antoine s'est constitué au Moule. Dimanche soir, un meeting de soutien et de protestation contre l'emprisonnement arbitraire des deux jeunes travailleurs, s'est tenu dans le quartier de Dalon au Moule.

Le comité de soutien envisage la tenue de plusieurs meetings dans les différents quartiers du Moule.

LIBERTE IMMEDIATE POUR Marc ANTOINE ET DALON

Suite de la page 1

Grande ambition ! Car d'après nous n'importe quel jeune Noir «aigri» par la situation de racisme officiel de l'administration blanche, «aigri» de voir que son pays est un paradis pour les Blancs alors que lui on l'envoie en France pour chercher du travail, n'importe quel jeune Noir peut avoir agi avec le Comité contre le génocide des Noirs par substitution.

Alors pour notre part nous sommes de toute façon du côté des Noirs qui n'acceptent pas cela et qui veulent se battre contre une telle situation.

Nos ancêtres ont été amenés d'Afrique pour enrichir des colons blancs dont les descendants d'ici et de France voudraient bien nous voir partir d'ici aujourd'hui.

Nous appelons donc à la solidarité active avec ceux qui luttent pour que ce pays ne devienne pas une nouvelle Rhodésie, même si cela devait se faire en douceur d'abord puis ensuite brutalement.

Exigeons la libération des jeunes qui sont en prison.

D'abord il n'y a pas de preuves contre eux : ILS DOIVENT ETRE LIBÉRÉS DANS LES MEILLEURS DELAIS.

Ensuite nous dénions tout droit aux juges blancs de juger des Noirs. Ces juges sont de trop ici c'est leur administration qui doit être jugée pour avoir couvert depuis trois siècles pillages, massacres et exploitations contre Indiens et Noirs.

LIBERTÉ POUR NOS DEUX FRERES NOIRS ENFERMÉS DANS LA PRISON DES BLANCS RACISTES ET COLONIALISTES !

UNITÉ D'ACTION DE TOUS POUR LES LIBÉRER !

Combat Ouvrier - 20 mars 1982

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728